

Les références à l'arrêté visé à l'article 1^{er}, 3^o, s'entendent comme faites à l'arrêté royal du 10 novembre 2005 fixant les contributions visées à l'article 4 de la loi du 9 décembre 2004 relative au financement de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2006.

Art. 4. Notre Ministre qui a la santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 juin 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

Verwijzingen naar het in artikel 1, 3^o, bedoelde besluit gelden als verwijzingen naar het koninklijk besluit van 10 november 2005 betreffende heffingen bepaald bij artikel 4 van de wet van 9 december 2004 betreffende de financiering van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2006.

Art. 4. Onze Minister bevoegd voor volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 juni 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 3035

[C — 2007/11208]

27 AVRIL 2007. — Arrêté royal portant des dispositions pour la fourniture de données de localisation pour des appels d'urgence émanant de réseaux mobiles conformément à l'article 107, § 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques

RAPPORT AU ROI

Sire,

Les réseaux de communications mobiles ont connu ces dernières années une croissance explosive tant sur le plan du nombre d'utilisateurs que sur le plan des services offerts.

Un type de services est appelé « Location Based Services », LBS en abrégé, et utilise les données de localisation du terminal d'un utilisateur pour offrir des services ou des informations axés spécifiquement dans une zone déterminée. Pour ce type de services, il est nécessaire que le fournisseur de services dispose des données de localisation de l'utilisateur final, comme son nom l'indique. Pour pouvoir disposer rapidement et automatiquement de ces données de localisation, des procédures ont été mises au point dans les normes selon lesquelles ces réseaux mobiles fonctionnent.

Conformément à l'article 107, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, les centrales de gestion du service médical d'urgence et des services de police qui gèrent les appels d'urgence adressés aux numéros d'urgence 100, 101 et 112, doivent obtenir gratuitement des opérateurs concernés les données d'identification de l'appelant; selon la définition 57^o de l'article 2 de cette même loi, cela inclut également les données relatives à l'endroit où se situe le terminal au moment de l'appel. Ces données sont mises gratuitement à la disposition des services d'urgence par les opérateurs.

L'efficacité avec laquelle les services d'urgence peuvent répondre aux appels d'urgence est considérablement améliorée si les centrales de gestion du service médical d'urgence et des services de police peuvent disposer des manières automatisées et électroniques des données de localisation pour les appels d'urgence mobiles.

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à Votre signature a pour but d'obliger, conformément à l'article 107, § 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, les opérateurs mobiles à appliquer cette évolution technologique dans le but de la mise à disposition automatisée des données de localisation pour les appels d'urgence adressés aux centrales de gestion du service médical d'urgence et des services de police.

COMMENTAIRES DES ARTICLES

L'article 1^{er} donne les définitions pour la bonne compréhension du présent arrêté.

Les termes « appel d'urgence », « centrale de gestion des appels d'urgence » et « donnée de localisation » utilisés dans le présent arrêté sont ceux repris à l'article 2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 3035

[C — 2007/11208]

27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit houdende bepalingen voor het aanleveren van locatiegegevens voor noodoproepen uitgaande van mobiele netwerken aan de nooddiensten overeenkomstig artikel 107, § 3, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De netwerken voor mobiele communicatie hebben de afgelopen jaren een explosieve groei gekend, zowel op het vlak van het aantal gebruikers als van de diensten die erop worden aangeboden.

Eén type diensten wordt « Location Based Services », afgekort LBS, genoemd en maakt gebruik van de locatiegegevens van het eindapparaat van een gebruiker om specifiek op een bepaalde zone gerichte diensten of informatie aan te bieden. Noodzakelijk voor dit type diensten is dat de dienstenaanbieder over locatiegegevens beschikt van de eindgebruiker, zoals uit de naam kan worden afgeleid. Om snel en automatisch over deze locatiegegevens te kunnen beschikken zijn in de standaarden volgens dewelke deze mobiele netwerken werken, procedures uitgewerkt.

Ingevolge artikel 107, § 2, eerste lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, dienen de beheerscentrales van de medische hulpdienst en van de politiediensten welke de oproepen naar de noodnummers 100, 101 en 112 beheren, gratis van de betrokken operatoren de identificatiegegevens van de oproeper te krijgen; volgens definitie 57^o van artikel 2 van diezelfde wet omvat dit de gegevens omtrent de plaats waar het eindtoestel zich bevindt op het ogenblik van een oproep. Deze gegevens worden kosteloos door de operatoren aan de nooddiensten ter beschikking gesteld.

De efficiëntie waarmee de nooddiensten kunnen antwoorden op noodoproepen wordt aanzienlijk verbeterd indien de beheerscentrales van de medische hulpdienst en van de politiediensten op een geautomatiseerde en elektronische wijze kunnen beschikken over locatiegegevens bij mobiele noodoproepen.

Het ontwerp van koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, heeft tot doel, overeenkomstig artikel 107, § 3, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, de mobiele operatoren ertoe te verplichten deze technologische ontwikkeling toe te passen voor het geautomatiseerd ter beschikking stellen van locatiegegevens bij noodoproepen gericht aan de beheerscentrales van de medische hulpdienst en van de politiediensten.

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1 geeft de definities voor het goede begrip van dit besluit.

De in het besluit gebruikte begrippen « noodoproep », « beheerscentrale van noodoproepen » en « locatiegegevens » zijn diegene die vervat zijn in artikel 2 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

L'article 2 stipule que les opérateurs sont tenus de proposer une solution technique unique pour la fourniture des données de localisation des appels d'urgence mobiles. Le format électronique de ces données de localisation doit être compatible avec les systèmes des centrales de gestion du service médical d'urgence et des services de police. La fixation d'une solution technique unique permet d'harmoniser et de simplifier la solution technique et les procédures qui y sont liées.

Les opérateurs ont la possibilité de faire réaliser la solution technique par une tierce partie.

Les dispositions de l'article 2 nécessitent une concertation entre les services d'urgence concernés et les opérateurs mobiles. Il y a cependant lieu de signaler que dans le courant de 2006, un groupe de travail *ad hoc* des services d'urgence et des opérateurs mobiles a déjà mis au point une solution technique; il est donc à prévoir que son implémentation ne rencontrera pas une trop grande résistance.

L'article 3 stipule que sur le plan pratique, les opérateurs mobiles disposent d'une année complète après la publication du présent arrêté pour réaliser la solution technique.

L'article 4 ne nécessite pas de compléments d'explications.

L'avis du Conseil d'Etat n°42.547/4 du 16 avril 2007 a été intégralement suivi.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

La Vice-Première Ministre et Ministre du Budget
et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur
et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

AVIS 42.547/4 DU 16 AVRIL 2007

DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Protection de la Consommation, le 20 mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « portant des dispositions pour la fourniture de données de localisation pour des appels d'urgence émanant de réseaux mobiles conformément à l'article 107, § 2 et § 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Formalités préalables

Comme l'indique l'Inspecteur des Finances, le projet à l'examen n'a pas d'impact budgétaire. La mention de l'avis de l'Inspecteur des Finances et de l'accord du Ministre du Budget sera donc omise du préambule.

Fondement juridique

Préambule

1. Seul l'article 107, § 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques constitue le fondement légal de l'arrêté en projet. L'alinéa 1^{er} du préambule sera modifié en conséquence.

Artikel 2 bepaalt dat de operatoren één enkele technische oplossing dienen voor te stellen voor het aanleveren van de locatiegegevens van mobiele noodoproepen. Het elektronische formaat van deze locatiegegevens dient verenigbaar te zijn met de systemen van de beheerscentrales van de medische hulpdienst en van de politiediensten. Het vastleggen van één enkele technische oplossing zorgt voor een harmonisering en vereenvoudiging van de technische oplossing en eraan verbonden procedures.

Er wordt voor de operatoren in de mogelijkheid voorzien de technische oplossing door een derde partij te laten realiseren.

De bepalingen van artikel 2 noodzaken tot een overleg tussen de betrokken nooddiensten en de mobiele operatoren. Er moet echter gemeld worden dat in de loop van 2006 een *ad hoc* werkgroep van de nooddiensten en mobiele operatoren reeds een technische oplossing heeft uitgewerkt; het is dan ook te verwachten dat de implementatie hiervan niet op grote weerstand zal stuiten.

Artikel 3 bepaalt dat de mobiele operatoren praktisch gesproken over een vol jaar beschikken na de publicatie van dit besluit om de technische oplossing te realiseren.

Artikel 4 behoeft geen nadere verduidelijking.

Het advies nr. 42.547/4 van 16 april 2007 van de Raad van State werd integraal gevolgd.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting
en van Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel
en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

ADVIES 42.547/4 VAN 16 APRIL 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 20 maart 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Consumentenzaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « houdende bepalingen voor het aanleveren van lokalisatiegegevens voor noodoproepen uitgaande van mobiele netwerken aan de nooddiensten overeenkomstig artikel 107, § 2 en § 3, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie », heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerkingen

Zoals de Inspecteur van Financiën stelt, heeft het onderzochte ontwerp geen budgettaire gevolgen. De vermelding van het advies van de Inspecteur van Financiën en van de akkoordbevinding van de Minister van Begroting dient dus uit de aanhef te worden weggelaten.

Rechtsgrond

Aanhef

1. Alleen artikel 107, § 3, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie vormt de rechtsgrond van het ontworpen besluit. Het eerste lid van de aanhef moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

2. Il n'y a pas lieu de viser l'arrêté royal du 2 février 2007 relatif aux services d'urgence en exécution de l'article 107, § 1^{er} et § 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, et portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques pour les services d'urgence. Cet arrêté n'est en effet ni abrogé ni modifié par le projet à l'examen. L'alinéa 2 du préambule sera donc omis.

Dispositif

Article 1^{er}

1. La définition qui figure à l'article 1^{er}, 1^o, inclut les services d'incendie parmi les services d'urgence auxquels s'applique l'arrêté en projet. L'auteur du projet entend ainsi permettre aux services d'incendie de disposer, au même titre que le service médical d'urgence et les services de police, des données de localisation des appels d'urgence qui leur sont adressés.

Or, l'article 107, § 2, alinéa 1^{er} de la loi du 13 juin 2005 précitée, ne vise expressément que les centrales de gestion du service médical d'urgence et des services de police en leur permettant d'obtenir les données d'identification de l'appelant.

Si l'intention des auteurs du projet est de viser également les centrales de gestion des services d'incendie, cela ne peut se faire que conformément à l'article 107, § 2, alinéa 5, de la loi du 13 juin 2005 précitée et uniquement en vue d'obtenir les données d'identification de la ligne appelante et après avis de la Commission de la protection de la vie privée.

2. Si l'arrêté en projet est limité aux centrales de gestion du service médical d'urgence et des services de police, il convient d'observer que l'article 1^{er}, 3^o, définit ce qu'il faut entendre par « données de localisation d'un appel d'urgence » en reprenant partiellement l'article 2, 57^o, de la loi du 13 juin 2005 précitée, qui concerne la notion d'« identification de l'appelant ». Il existe pourtant à l'article 2, 7^o, de la même loi, une définition de la « donnée de localisation » qui suffit à comprendre ce qu'est une donnée de localisation d'un appel d'urgence.

Le procédé qui consiste à reproduire ou à paraphraser des dispositions législatives dans un texte de nature réglementaire, ne peut être admis. Il en va d'autant plus ainsi lorsque des nuances, des ajouts ou des retraites sont ainsi apportés aux dispositions législatives.

Pareil procédé est en effet de nature à induire en erreur sur la nature juridique exacte des règles en question. En outre, lorsque le texte des dispositions réglementaires diffère de celui des dispositions législatives, il est susceptible de modifier la portée de ces dernières et partant, de les méconnaître.

Par conséquent, dans l'hypothèse ci-dessus, l'article 1^{er}, 3^o, sera omis; dans l'autre, l'ensemble du projet sera revu.

La chambre était composée de :

MM. :

Ph. HANSE, président de chambre,

P. LIENARDY, J. JAUMOTTE, conseillers d'Etat,

Mme C. GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme L. VANCRAVEBECK, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

Le greffier,

C. GIGOT

Le président,

Ph. HANSE

27 AVRIL 2007. — Arrêté royal portant des dispositions pour la fourniture de données de localisation pour des appels d'urgence émanant de réseaux mobiles conformément à l'article 107, § 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, notamment l'article 107, § 3;

Vu l'avis du 16 mars 2007 de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications;

Vu l'avis 42.547/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 avril 2007;

2. Er is geen reden om te verwijzen naar het koninklijk besluit van 2 februari 2007 betreffende de nooddiensten tot uitvoering van het artikel 107, § 1 en § 3, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, en houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie voor de nooddiensten. Dat besluit wordt immers niet opgeheven noch gewijzigd bij het voorliggende ontwerp. Het tweede lid van de aanhef moet bijgevolg vervallen.

Dispositief

Artikel 1

1. In de definitie die in artikel 1, 1^o, staat, worden de brandweerdiensten gerekend tot de nooddiensten waarop het ontworpen besluit van toepassing is. De steller van het ontwerp wil het daarmee voor de brandweerdiensten mogelijk maken om, net als de medische spoeddienst en de politiediensten, te beschikken over de lokalisatiegegevens van de noodoproepen die aan hen gericht zijn.

In artikel 107, § 2, eerste lid, van de voornoemde wet van 13 juni 2005, worden als diensten waaraan de mogelijkheid wordt geboden de identificatiegegevens van de oproeper te verkrijgen, echter alleen de beheercentrales van de medische hulpdienst en van de politiediensten uitdrukkelijk genoemd.

Indien het de bedoeling is van de stellers van het ontwerp die mogelijkheid ook te bieden aan de beheercentrales van de brandweerdiensten, kan dat alleen maar geschieden overeenkomstig artikel 107, § 2, vijfde lid, van de voornoemde wet van 13 juni 2005, en alleen om de identificatiegegevens te verkrijgen van de oproepende lijn en na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

2. Indien het ontworpen besluit zich bepaalt tot de beheercentrales van de medische hulpdienst en van de politiediensten, moet erop gewezen worden dat artikel 1, 3^o, definieert wat verstaan moet worden onder « lokalisatiegegevens van een noodoproep », door artikel 2, 57^o, van de voornoemde wet van 13 juni 2005, dat betrekking heeft op het begrip « identificatie van de oproeper », gedeeltelijk over te nemen. In artikel 2, 7^o, van dezelfde wet staat evenwel een definitie van « lokatiegegevens », die voldoende is om te begrijpen wat een lokalisatiegegevens van een noodoproep is.

De werkwijze waarbij wetsbepalingen worden overgenomen of geparafrazeerd in een verordening is onaanvaardbaar. Dat is des meer zo wanneer aldus nuances worden aangebracht in de wetsbepalingen, of wanneer woorden erin worden toegevoegd of geschrapt.

Een zodanige werkwijze kan immers verwarring doen ontstaan omtrent de precieze juridische aard van de regels in kwestie. Bovendien kan de tekst met de verordeningsbepalingen, indien deze verschilt van die met de wetsbepalingen, de draagwijdte van deze laatste wijzigen en derhalve in strijd zijn met die wetsbepalingen.

In het hierboven genoemde geval moet artikel 1, 3^o, bijgevolg vervallen; in het andere geval moet het hele ontwerp worden herzien.

De kamer was samengesteld u :it

de heren :

Ph. HANSE, kamervoorzitter,

P. LIENARDY, J. JAUMOTTE, staatsraden,

Mevr. C. GIGOT, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. L. VANCRAVEBECK, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. LIENARDY.

De greffier,

C. GIGOT

De voorzitter,

Ph. HANSE

27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit houdende bepalingen voor het aanleveren van locatiegegevens voor noodoproepen uitgaande van mobiele netwerken aan de nooddiensten overeenkomstig artikel 107, § 3, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, inzonderheid op artikel 107, § 3;

Gelet op het advies van 16 maart 2007 van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;

Gelet op advies 42.547/4 van de Raad van State gegeven op 16 april 2007;

Sur la proposition et de Notre Vice-Première Ministre et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation, de Notre Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

« opérateur mobile » : opérateur de services téléphoniques accessibles au public sur un réseau de communications électroniques mobile.

Art. 2. Les opérateurs mobiles fournissent lors de chaque appel d'urgence adressé aux centrales de gestion du service médical d'urgence et des services de police, à la demande de celles-ci, les données de localisation de l'appel d'urgence, de manière électronique automatique et en temps réel.

Les opérateurs mobiles proposent ensemble une solution technique unique pour la fourniture des données de localisation des appels d'urgence adressés aux centrales de gestion du service médical d'urgence et des services de police au plus tard trois mois après la publication du présent arrêté. Le format électronique de ces données de localisation doit être compatible avec les systèmes des centrales de gestion du service médical d'urgence et des services de police.

Il est permis aux opérateurs mobiles de confier la réalisation de la solution technique visée à une tierce partie.

Art. 3. Les opérateurs mobiles mettent l'obligation imposée à l'article 2, 1^{er} alinéa, à exécution au plus tard le premier jour du treizième mois qui suit la publication du présent arrêté.

Art. 4. Notre Ministre qui a les communications électroniques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre du Budget
et de la Protection de la Consommation,
F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur
et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en van Consumentenzaken en Onze Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder:
« mobiele operator »: operator van openbare telefoondiensten aangeboden op een mobiel elektronische-communicatienetwerk.

Art. 2. De mobiele operatoren leveren bij elke noodoproep gericht aan de beheerscentrales van de medische hulpdienst en van de politiediensten op vraag van deze, op automatische elektronische wijze en in werkelijke tijd de locatiegegevens van de noodoproep.

De mobiele operatoren stellen uiterlijk drie maanden na publicatie van dit besluit gezamenlijk één enkele technische oplossing voor voor het aanleveren van de locatiegegevens van noodoproepen gericht aan de beheerscentrales van de medische hulpdienst en van de politiediensten. Het elektronische formaat van deze locatiegegevens dient verenigbaar te zijn met de systemen van de beheerscentrales van de medische hulpdienst en van de politiediensten.

Het is de mobiele operatoren toegestaan het realiseren van de vermelde technische oplossing aan een derde partij uit te besteden.

Art. 3. De mobiele operatoren verwezenlijken de in artikel 2, eerste lid, opgelegde verplichting uiterlijk op de eerste dag van de dertiende maand volgend op de publicatie van dit besluit.

Art. 4. Onze Minister bevoegd voor elektronische communicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting
en van Consumentenzaken,
F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel
en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 3036

[C - 2007/11222]

27 AVRIL 2007. — Arrêté royal fixant les modalités de versement des contributions et des rétributions concernant le service universel des communications électroniques

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 92 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques consacre l'existence d'un fonds spécifiquement destiné au financement des différentes composantes du service universel en matière de communications électroniques, à l'exception de la composante sociale du service universel, qui est financée via un autre fonds prévu à l'article 74 de la même loi.

Conformément au paragraphe 5 du même article 92, le présent projet d'arrêté qui est soumis à Votre signature fixe les modalités concernant les versements des contributions au fonds et des rétributions aux prestataires d'une ou plusieurs des composantes du service universel des communications électroniques.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

L'article premier n'appelle aucun commentaire.

L'article 2 fixe au 30 novembre de l'année suivant l'année de prestation la date à laquelle le fonds communiquera au plus tard à chaque opérateur le montant net correspondant à la différence entre la contribution à laquelle celui-ci est tenu à l'égard du fonds et la rétribution à laquelle il peut prétendre de la part du fonds au titre de ses prestations de service universel effectuées durant l'année considérée.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 3036

[C - 2007/11222]

27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de nadere regels voor de storting van de bijdragen en vergoedingen met betrekking tot de universele dienst inzake elektronische communicatie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Artikel 92 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie bevestigt het bestaan van een fonds dat specifiek bestemd is voor de financiering van de verschillende elementen van de universele dienst inzake elektronische communicatie, met uitzondering van het sociale element van de universele dienst, dat gefinancierd wordt via een ander fonds waarin artikel 74 van dezelfde wet voorziet.

Overeenkomstig paragraaf 5 van datzelfde artikel 92, stelt het onderhavige ontwerp van besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, de nadere regels vast in verband met de stortingen van de bijdragen in het fonds en van de vergoedingen aan de aanbieders van een of meer elementen van de universele dienst inzake elektronische communicatie.

COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN

Artikel een behoeft geen commentaar.

Artikel 2 stelt 30 november van het jaar dat volgt op het jaar van de verrichting vast als de uiterste datum waarop het fonds aan elke operator het nettobedrag zal meedelen dat overeenstemt met het verschil tussen de bijdrage die deze verschuldigd is aan het fonds en de vergoeding vanwege het fonds waarop hij aanspraak kan maken in het kader van zijn universeledienstverrichtingen tijdens het beschouwde jaar.